



Les hiérarques de la région métropolitaine d'Asie centrale ont adressé une lettre ouverte aux représentants des autorités ukrainiennes sur l'intervention de l'état dans la vie de l'Église en Ukraine

Dans une lettre ouverte adressée au président ukrainien Petro Porochenko et aux députés de la Rada suprême, les hiérarques exerçant leur ministère en Asie centrale ont exprimé leur profonde inquiétude sur la situation de l'Église orthodoxe ukrainienne.

Une copie du message, signé du métropolite Vincent de Tachkent et d'Ouzbékistan, de l'archevêque Théophilacte de Piatigorsk et de Tcherkessk, administrateur temporaire des paroisses patriarcales au Turkménistan, l'évêque Pitirim de Douchanbé et du Tadjikistan, l'évêque Daniel de Bichkek et de Kirghizie, ont été envoyées à l'UNESCO et à la Fondation des Droits de l'homme de l'ONU, ainsi qu'aux médias.

« Au nom du clergé et des laïcs des diocèses de la région métropolitaine – de Tachkent et d'Ouzbékistan, de Douchanbé et du Tadjikistan, de Bichkek et de Kirghizie, des paroisses patriarcales de l'Église orthodoxe russe au Turkménistan, ainsi qu'au nom de nombreux représentants de la diaspora orthodoxe ukrainienne, résidant en Asie centrale, nous exprimons notre extrême préoccupation quant à la situation de l'Église orthodoxe ukrainienne et à la juridiction parallèle non canonique, d'un point de vue ecclésiastique, fondée par le Patriarcat de Constantinople. »

Les archipasteurs constatent : « Ces derniers mois, nous avons été témoins de grossières pressions de la part des autorités civiles contre les hiérarques, le clergé et les laïcs de l'Église orthodoxe russe, en contradiction avec les termes de la Constitution de l'Ukraine et des normes du droit international. »

Ils ont rappelé que l'Église orthodoxe ukrainienne, présidée par son premier hiérarque, le métropolite Onuphre de Kiev et de toute l'Ukraine, avait le soutien plein et entier des Églises orthodoxes locales.

« Plus de deux millions d'orthodoxes, parmi lesquels des Russes, des Ukrainiens, des Biélorusses, des Grecs, des Ouzbeks, des Kirghizes, des Tadjiks, des Turkmènes, des Coréens et des représentants d'autres nationalités, résident dans la région métropolitaine d'Asie centrale. Nous vivons tous en paix et dans la concorde », témoignent les auteurs du message, soulignant : « Historiquement parlant, nous sommes tous issus d'un même baptistère, les eaux du Dniepr, au nom du Christ. »

Les hiérarques orthodoxes exerçant leur ministère en Asie centrale ont remarqué : « Dans des pays dont 95% de la population confesse une autre religion, l'islam, nous nous efforçons de vivre en paix avec tous les hommes. La situation en Ukraine inquiète également la population musulmane : comment, dans un état laïc, l'état peut-il intervenir dans les affaires de l'Église, ce qui contredit la Constitution de l'Ukraine et les normes du droit international ? »

Les hiérarques de la région métropolitaine d'Asie centrale ont rappelé que très récemment, le 12 décembre 2018, une résolution a été prise à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies sur « L'éducation et la tolérance religieuse », approuvée à l'unanimité par tous les pays-membres de l'ONU, dont l'Ukraine. Le projet de ce document avait été élaboré par l'Ouzbékistan, parmi les co-auteurs figurent des pays comme l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, l'Égypte, l'Inde, le Kazakhstan, le Canada, la Kirghizie, le Maroc, les Émirats arabes unis, le Paksitan, la Russie, l'Arabie Saoudite, Singapour, le Soudan, le Tadjikistan, le Turkménistan, le Japon, etc.

Cette résolution salue toutes les initiatives internationales, régionales et nationales visant à promouvoir l'harmonie inter-religieuse, inter-culturelle et inter-confessionnelle, ainsi que la lutte contre la discrimination des personnes à cause de leurs convictions religieuses. Le document appelle tous les états-membres de l'ONU à intensifier leurs efforts pour défendre et promouvoir la liberté de pensée, de conscience et de religion ou de convictions. Il s'agit notamment d'encourager la compréhension mutuelle, l'absence de discrimination et le respect dans toutes les questions concernant la liberté de religion ou de convictions, la sauvegarde de la diversité des traditions, des langues et des cultures de différentes minorités religieuses existant dans leur juridiction.

Les objectifs et les dispositions de cette résolution correspondent entièrement aux documents fondamentaux de l'ONU.

« Pour cette raison, nous nous adressons aux autorités législatives et exécutives de l'Ukraine, qui aspirent à être des acteurs à part entière de l'intégration européenne, leur demandant d'observer les obligations prises dans le cadre de la signature de la résolution spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU « L'éducation et la tolérance religieuse », ainsi que d'empêcher toutes les formes de pressions et de discriminations à l'encontre de l'Église orthodoxe ukrainienne canonique, dont sont membres la majorité des fidèles orthodoxes d'Ukraine, aimant Dieu, leur foi, leur primat, Sa Béatitudo le métropolite Onuphre, et, bien entendu, leur patrie. En tant qu'authentiques patriotes ukrainiens, ils continuent à prier lors des offices pour la paix dans leur pays » est-il dit dans la lettre ouverte adressée au président Petro Porochenko et aux députés de la Rada suprême.